JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE

PARAISSANT LE 10 ET LE 25 DE CHAQUE MOIS A CONAKRY

ABONNEMENTS ET ANNONCES

ABONNEMENTS

	1 an
1 - Guinée	25.000 FG
2 - Par Avion	
Afrique	50.000 FG
Autres Pays	70.000 FG

Les demandes d'Abonnements et Annonces doivent être adressées au **SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT**
B.P. 263 - Conakry
(avec la mention Journal Officiel)

Les Annonces devront parvenir au S.G.G. au plus tard le 1 et le 15 de chaque mois.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance à l'ordre du **Secrétariat Général du Gouvernement** exclusivement par Chèque ou virement bancaire au compte N° 32-30-98/ J.O.

Prix du Numéro : 1.000 FG

PRIX DES ANNONCES ET AVIS

La Ligne 3.000 FG

Chaque annonce répétée : moitié prix

SOMMAIRE

Ordonne :

ORDONNANCES

- Ordonnance O/91/043 du 02 novembre 1991 créant le Centre culturel islamique de Conakry. 217
- Ordonnance O/91/044 du 02 novembre 1991 ratifiant et promulguant le troisième amendement aux statuts du Fonds Monétaire International et l'Annexe "L" à ces statuts. 217

DECRETS

- Décret D/91/231 du 23 octobre 1991 portant classement des enseignants-chercheurs et chercheurs de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'administration centrale. 218
- Décret D/91/232 du 23 octobre 1991 portant transfert de crédit budgétaire. 221
- Décret D/91/233 du 23 octobre 1991 nommant un Secrétaire général de Commune. 221
- Décret D/91/234 du 23 octobre 1991 rectifiant le décret D/91/229 du 15 octobre 1991 prorogeant la mission d'administration de l'Entreprise Nationale l'Electricité de Guinée ENELGUI. 221
- Décret D/91/236 du 29 octobre 1991 nommant le Gouverneur de la ville de Conakry. 221

Article 1 : Il est créé à Conakry un établissement public à caractère scientifique et culturel dénommé Centre culturel islamique de Conakry.

Article 2 : Le Centre culturel islamique a pour mission :
- la recherche fondamentale et appliquée dans le domaine de la civilisation islamique, notamment en Guinée et en Afrique ;
- un enseignement complémentaire sur la langue arabe, la civilisation et la culture des peuples islamiques.

Article 3 : Les règles d'organisation et de fonctionnement du Centre culturel islamique sont fixées par décret pris en Conseil des Ministres.

Article 4 : La présente ordonnance, qui prend effet pour compter de la date de sa signature, sera enregistrée et publiée au Journal Officiel de la République et exécutée comme Loi de l'Etat.

Conakry, le 2 novembre 1991
Général Lansana CONTE

Ordonnance O/91/044 du 02 novembre 1991 ratifiant et promulguant le troisième amendement aux statuts du Fonds Monétaire International et l'Annexe "L" à ces statuts.

Le Président de la République,

Vu la Loi Fondamentale promulguée par le décret n° 250/PRG/SGG/90 du 31 décembre 1990 ;
Sur proposition du Ministre de l'économie et des finances,
Gouverneur du Fonds Monétaire International.

Ordonne :

Article 1 : Est ratifié et promulgué le troisième amendement aux statuts du Fonds Monétaire International et l'annexe "L" à ces statuts, approuvés par le Conseil des Gouverneurs par Résolution n° 45 - 3 en date du 28 juin 1990.

Article 2 : La présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature, sera enregistrée et publiée au Journal Officiel de la République et exécutée comme Loi de l'Etat.

Conakry, le 2 novembre 1991
Général Lansana CONTE

ORDONNANCES

Ordonnance n° 043 du 02 novembre 1991 créant le Centre culturel islamique de Conakry.

Le Président de la République

- Vu la Loi Fondamentale promulguée par le décret n° 250/PRG/SGG/90 du 31 décembre 1990 ;
Vu l'ordonnance n° 030/PRG/SGG/88 du 15 juin 1988 portant principes fondamentaux de création, d'organisation et de contrôle des structures des services publics ;
Le Conseil des Ministres entendu en sa session ordinaire du 27 Août 1991 ;

DECRETS

Décret D/91/231 du 23 octobre 1991 portant classement des enseignants-chercheurs et chercheurs de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'administration centrale.

Le Président de la République,

- Vu la Loi Fondamentale promulguée par le décret n° 250/PRG/SGG/90 du 31 décembre 1990 ;
 Vu le décret n° 176/PRG/SGG/89 du 21 septembre 1989 régissant les emplois de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et le statut spécifique de leurs titulaires ;
 Vu le décret n° 087/PRG/SGG/90 portant création, composition de la commission et critères de classement et de nomination aux nouveaux emplois de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;
 Vu le décret D/91/075 du 21 février 1991 portant nomination des membres du Gouvernement ;
 Vu le décret D/91/113 du 2 avril 1991 portant classement des enseignants-chercheurs de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'administration centrale ;

Décrète :

Article 1 : Les cadres de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'administration centrale dont les noms suivent sont classés aux grades ci-après de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique :

TITRE I : DU CLASSEMENT AUX EMPLOIS DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

I - UNIVERSITE DE CONAKRY

A - Au grade d'assistant, par ordre de mérite :

1 - DIALLO Mamadou Boussiriou	Pont-chaussée
2 - KOUROUMA Sekou Yaya	Froid
3 - MILLIMONO Boura	Agriculture
4 - SOW Yero Boye	Agronomie
5 - BAMBA Mama	Biologie
6 - SAKHO Salematou	Biologie
7 - BAMBA Kassie	Biologie
8 - SOW Boubacar Bappa	Biologie
9 - DIALLO Fatoumata	Economie- finances
10 - BEAVOGUI Koly	Météorologie
11 - SOW Oumar	Psycho-pédagogie
12 - DIALLO Boubacar Yaya	Psycho-pédagogie
13 - DIALLO Thierno Amar	Physique
14 - CAMARA Fatoumata	Histoire
15 - SOW Ramatoulaye	Histoire
16 - DIALLO Aïssata	Philosophie
17 - FOFANA BOUNTOURABY	Philosophie
18 - MERCEDES Chappotin Rojas	Histoire-sociologie
19 - CAMARA Aïssata Kabélé	Secrétariat
20 - SOUMAH Mariama	Secrétariat
21 - BONIMY Seougnan Clauster	Informatique
22 - BOIRO Ahmed Tidiane	Mécanique

B) - Au grade de maître-assistant

1 - BALDE Amadou Dian	Biologie
2 - KEITA Sékou Moussa	Biologie
3 - THIAM Ahmed	Biologie
4 - CONDE Namoudou	Microbiologie
5 - DIOUMESSY Fodé Senkoun	Génétique
6 - SYLLA Mamadou Sima	Linguistique
7 - BEAVOGUI Facinet	Histoire
8 - SECK Ahmed Tidiane	Histoire
9 - CAMARA Kadiata Mory	Comptabilité
10 - DIANE Mamadi	Mathématiques
11 - TOURE Mohamed Lamine	Mathématiques
12 - BALDE Mamadou Lamarana	Physique
13 - BARRY Mamadou Bobo	Physique

14 - KATTY Soriba	Physique
15 - SOW Boubacar	Mécanique
16 - BARRY Mamadou Oury	Philosophie
17 - SOW Mamadou Diouldé	Batiment
18 - BALIO Mamadou	Math-physique
19 - CAMARA Famoro Sydrum	Droit

II - UNIVERSITE DE KANKAN

A - Au grade d'assistant

1 - CAMARA Morlaye	Mathématiques
2 - CAMARA N'Nagbé Lunceny	Physique

B) - Au grade de maître - assistant

- CONDE Lansana	Lettres
-----------------	---------

III - INSTITUT SUPERIEUR DES SCIENCES DE L'EDUCATION DE MANEAH

A) - Au grade d'assistant, par ordre de mérite

1 - SOW Aïssatou	Langue-littérature
2 - SOUMAH Malick	Lettres
3 - BARRY Ibrahima	Psycho-pédagogie
4 - CAMARA Mousa	Philo-histoire
5 - TINGUIANO Daniel	Chimie

B) - Au grade de maître - assistant

1 - BARRY Amadou	Anglais
2 - BAH Ibrahima	Chimie industrielle
3 - BAYO Mohamed Lamine	Biologie
4 - FOFANA Hady	Biologie
5 - SOVOGUI Michel	Philosophie

C) - Au grade de maître de conférence

DIALLO Aliou V	Psycho - pédagogie
----------------	--------------------

IV - INSTITUT SUPERIEUR DES SCIENCES AGRONOMIQUES ET VETERINAIRES DE FARANAH

A) - Au grade d'assistant, par ordre de mérite

1 - DIALLO Boubacar Diountoun	Eaux et forêts
2 - LENO Tamba Sama	Industrie alimentaire
3 - CAMARA Natenin Friki	Hydrobiologie

B) - Au grade de maître - assistant

1 - BARRY Abdoulaye	Pédologie
2 - DIAKITE Mohamed	Machinisme agricole
3 - KAMANO T. Ernest	Eaux et forêts
4 - MAGASSOUBA Idrissa	Economie
5 - SYLLA Momoyah	Economie agricole
6 - TONGUINO Saa Poindo	Aménagement

V - INSTITUT SUPERIEUR DES MINES ET GEOLOGIE DE BOKE

- Au grade d'assistant,

DIALLO Abdourahmane Diogo	Lettres modernes
---------------------------	------------------

TITRE II : DU CLASSEMENT AUX EMPLOIS DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

I - CENTRE DE RECHERCHE AGRONOMIQUE DE FOULAYAH

A) - Au grade d'assistant de recherche, par ordre de mérite

1 - DIAWARA Sékou	Economie-comptable
2 - CAMARA Morlaye	Machinisme agricole
3 - FABER Edouard	Machinisme agricole
4 - NABE Mamadi	Agro-chimie
5 - DOPAVOGUI Siba I	Agriculture

7 - BAH El Sanoussy Production végétale

B) - Au grade de chargé de recherche

1 - BARRY Ahmadou Keriwel Médecine vétérinaire
2 - CONDE Moussa Zootechnie
3 - KOIVOGUI Pogba Economie math
4 - SOUARE Mamadou Kaba Agronomie
5 - TAOUNE Gobae Agriculture

II - CENTRE DE RECHERCHE AGRONOMIQUE DE KILISSI

A) - Au grade d'attaché de recherche, par ordre de mérite

1 - CAMARA Abdoulaye Wade Agriculture
2 - CAMARA Idrissa Agriculture
3 - KEITA Souleymane Agriculture
4 - CAMARA Ibrahima Sory Mafoulé Agriculture
5 - MARA Robert Agriculture
6 - SOUMAH Morlaye Kindia Agriculture
7 - TOURE Alpha Agriculture
8 - SIDIBE Mamadou Agro-chimie
9 - MANSARE Fayira Machinisme agricole

B) - Au grade de chargé de recherche

1 - DIALLO Abdoulaye Porthos Agriculture
2 - KEITA Abdoul Gadiry Production végétale

III - CENTRE DE RECHERCHE ZOOTECNIQUE DE FARANAH

A) - Au grade d'attaché de recherche

BARRY Mamadou Dian Dalaba Médecine vétérinaire

B) - Au grade de chargé de recherche

1 - DIALLO Mamadou Malado Zootechnie
2 - DIALLO Mamadou Nassirou Zootechnie
3 - YOUNESS Chaloub Elevage

IV - CENTRE DE RECHERCHE AGRONOMIQUE DE BARENG

A) - Au grade d'attaché de recherche, par ordre de mérite

1 - BAH Mariama Saloubre Agriculture
2 - KEITA Sidiki Agriculture

B) - Au grade de chargé de recherche

1 - CAMARA Fara Agriculture
2 - DIALLO Abdoulaye III Genie rural

V - CENTRE DE RECHERCHE HALIEUTIQUE DE BOUSSOURA

Au grade d'attaché de recherche

- CISSOKO Kadiatou Zoologie

VI - PROJET PILOTE MONTS NIMBA

Au grade de chargé de recherche

- TOURE saramady Géomorphologie

VII - INSTITUT DE RECHERCHE DE BIOLOGIE APPLIQUEE DE GUINEE

Au grade d'attaché de recherche, par ordre de mérite

1 - DIALLO Fatoumata Binta Agro-pédologie
2 - KAMISSOKO Ansoumane Agriculture

VIII - SERVICE NATIONAL DES SOLS

A) - Au grade d'attaché de recherche, par ordre de mérite

1 - CONDE Koundeba Agriculture

2 - HAIDARA Mouminina Agriculture
3 - CAMARA Bakary Agriculture
4 - DIALLO Djenabou Agriculture
5 - SYLLA Fodé Agriculture
6 - TOURE Thiany Agriculture
7 - TOUNKARA Mahmoudou Génie rural
8 - SYLLA Morlaye Fontaine Pédologie
9 - YOULA Sheick Ibrahima Pédologie

B) - Au grade de chargé de recherche

1 - CAMARA Gnama Agriculture
2 - SOUMAH Oumar Agro-chimie
3 - TOUNKARA Sebastien Pédologie

IX - CENTRE DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE OCEANOGRAPHIQUE DE ROGBANE

Au grade de chargé de recherche

1 - KEITA Ibrahima Kalil Océanographie
2 - SAKHO Boubacar Electronique

X - CENTRE DE DOCUMENTATION UNIVERSITAIRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Au grade d'attaché de recherche

1 - DIAKITE Toumany Géo-mathématique
2 - DIALLO Amadou Poreko Philo-histoire

XI - CENTRE NATIONAL POUR LA DOCUMENTATION ET L'INFORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT

Au grade d'attaché de recherche

CAMARA David Médecine vétérinaire

XII - CENTRE DE RECHERCHE AGRONOMIQUE DE BORDO

A) - Au grade d'attaché de recherche

DIAKITE Mohamed Agriculture

B) - Au grade de chargé de recherche

1 - BEAVOGUI Famoï Agriculture
2 - CISSE Sékou Agriculture

XIII - INSTITUT DE RECHERCHE AGRONOMIQUE DE GUINEE (DIRECTION)

A) - Au grade d'attaché de recherche

- KEITA Alpha Botanique

B) - Au grade de chargé de recherche

1 - BANGOURA Abdoulaye Aziz Agriculture
2 - BEAVOGUI Sékou Agriculture
3 - DIALLO Mody Sidy Agriculture
4 - HABA Marie Antoinette Agro-chimie

XIV - DIRECTION NATIONALE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Au grade de chargé de recherche

1 - CAMARA Alhassane Bio-chimie
2 - CAMARA Fodé Moricany Biologie

XV - CENTRE DE RECHERCHE AGRONOMIQUE DE KOKA

A) - Au grade d'attaché de recherche, par ordre de mérite

1 - BARRY Mamadou Billo Agriculture
2 - BALDE Ousmane Kona Agriculture
3 - DIALLO Moussa Agriculture
4 - KOITA Sékou Bangaly Agriculture
5 - SOW Aliou Histoire Sociologie

B) - Au grade de chargé de recherche

1 - BAH Saïkou Sounounou	Agriculture
2 - SAKHO Aboubacar	Génie rural

XVI - CENTRE DE RECHERCHE AGRONOMIQUE DE SEREDOU**A) - Au grade d'attaché de recherche, par ordre de mérite**

1 - BOUROUNO Nestor	Agriculture
2 - BALDE Alpha Amadou	Agrochimie
3 - MONEMOU Monh Séraphin	Agrochimie

B) - Au grade de chargé de recherche

KOUROUMA Honoré	Agriculture

XVII - LABORATOIRE NATIONAL DE PROTECTION DES VEGETAUX**A) - Au grade d'attaché de recherche, par ordre de mérite**

1 - DIALLO Algassimou	Protection des végétaux
2 - DIANE Mastan Youssouf	Phytopathologie
3 - BAH Oumar Sylla	Agriculture
4 - BANGOURA Mamadouba I	Agriculture
5 - BANGOURA Mohamed Joe	Agriculture
6 - CAMARA Mohamed 54	Agriculture
7 - KALABANE Sény	Agriculture
8 - CAMARA Seydou Amara	Agriculture
9 - FOFANA Mamadou	Agriculture
10 - KALIVOGUI Koïkoï	Agriculture

B) - Au grade de chargé de recherche

1 - CAMARA Alkaly Lamine	Protection des végétaux
2 - SIDIBE Moussa	Protection des végétaux
3 - PIVI Moriba	Protection des végétaux
4 - FOFANA Ibrahima	Phytonématologie

XVIII - ADMINISTRATION CENTRALE (RECHERCHE SCIENTIFIQUE)**Au grade de chargé de recherche**

1 - BAMBA Karamo	Economie agricole /M.A.R.A.
2 - BAH Ibrahima Kaba	Physique-chimie /I.R.E. Labé
3 - DIALLO Mamadou Diaou	Géologie /M.R.N.E.E.
4 - DIAWARA Mamadi	Micro-biologie /M.I.C.A.
5 - DIANE Kabiné Arafan	Informatique /C.E.N.N.D.I.D.R.
6 - DOUMBOUYA Daouda	Economie agricole /M.A.R.A.
8 - KEITA Sidibé Kobelé	Histoire / M.E.N.
9 - KPOHOMOU Cécé	Agriculture / M.I.C.A.
10 - SOUA Michel Niani	Electronique / M.P.T.

XIX - ADMINISTRATION CENTRALE (ENSEIGNEMENT SUPERIEUR)**A) - Au grade d'assistant, par ordre de mérite**

1 - LOUA Cécé Eric	Agriculture / M.E.N.
2 - SOUMAH Cheick Alseny	Agriculture / M.E.N.
3 - BARRY Thierno	Agro-pédologie/ ENI/ Conakry III
4 - CONDE Ibrahima Solo	Philosophie / M.E.N.
5 - KOUYATE Malick	Psycho-pédagogie /M.E.N.
6 - CAMARA Jean Bourouma	Psycho-pédagogie /M.E.N.

B) - Au grade de maître-assistant

1 - BALDE Amadou	Anglais /I.P.N.
2 - DIALLO Amadou	Anglais /I.P.N.
3 - BARRY Aminata	Economie /M.A.R.A.
4 - DIALLO Mamadou Cellou Satina	Economie /M.R.A.F.P.
5 - DIALLO Aïssatou Lamarana	Lettres /UNESCO
6 - YANSANE Sékou Mouké	Lettres /M.E.N.
7 - COULIBALY Nanamoudou	Zootchnies /M.E.N.
8 - DIALLO Sara Baïlo	Pédologie /I.S.A.V./Faranah
9 - BANGOURA Alseny	Télévision /M.I.C.T.H.
10 - SIDIBE Moussa	Démographie /S.E.D./M.I.D.

11 - BAH Atigou	Chimie /onacig /M.I.C.T.H.
12 - HABA Maurice	Chimie /SEEPU /N'Zérékoré
13 - CONTE Ibrahima Coléah	Recherche opérationnelle /MEN
14 - BARRY Kadiatou	Lettres / SEEPU/MEN

C) - Au grade de professeur

1 - NABE Mamadi	Economie /M.E.N.
2 - SOW Saliou Bella	Economie-gestion /O.B.K/M.R.N.E.

XX - ENSEIGNANTS VACATAIRES, MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION**A) - Au grade d'assistant, par ordre de mérite**

1 - GAMY Pé Emile	Pharmacie
2 - DIALLO Fatoumata Oury	Pharmacie
3 - GAMY Paquillie Ernest	Pharmacie
4 - MARA Enégo	Pharmacie
5 - FOFANA Abdoulaye	Psychiatrie
6 - BARRY Mariama	Psychiatrie
7 - DIALLO Abdoulaye Bademba	Gynécologie
8 - DIALLO Fatoumata Binta	Gynécologie
9 - LOUIS Destéphin Marcel	Pédiatrie
10 - SOW Thierno	Cardiologie
11 - DAFTE Lamine	Chimie organique
12 - TRAORE Norbert	Odonto stomatologie
13 - DIALLO Alpha Ahmadou	Biologie

B) - Au grade de maître-assistant

1 - AWADA Mohamed	Rhumatologie
2 - SANGARE Maïmouna Bah	Medécine générale
3 - SYLLA Mohamed	Medécine générale
4 - DIALLO Mamadou Bobo	Urologie
5 - GUIRASSY Sékou	Urologie
6 - SOW Karamoko Bano	Urologie
7 - KOUROUMA Sélé	Neurologie
8 - SOUMAH Mohamed Tafsir	Traumatologie
9 - CAMARA Naby Daouda	Chirurgie
10 - GUILAVOGUI Kolignan	Cardiologie
11 - DIALLO Alpha Ousmane	Chirurgie
12 - DIARRE Mamadi	Chirurgie
13 - SYLLA Hadiatou	Ophthalmologie
14 - BARRY Mahy	Santé publique
15 - CAMARA Saïkou Abdoul Tahirou	Odonto Stomatologie
16 - LAKIS Kalil Saïd	Medécine Biologie
17 - CONDE Mohamed Ali	Gynécologie
18 - DIALLO Mamadou Sanoussy	Gynécologie
19 - TOURE Bouba	Gynécologie
20 - BAMBA Mohamed	Chimie
21 - DIALLO Saliou Bella	Pédiatrie
22 - KEITA Diara	Dermatologie
23 - DIALLO Abdoulaye	Medécine du travail
24 - BARRY Alpha Oumar	Anesthésie
25 - TOURE Mohamed Kaba	Anesthésie
26 - DIAKITE Aboubacar Sidiki	Pharmacie
27 - KANDE Morisara	Pharmacie
28 - SYLLA Fodé Mohamed	Pharmacie
29 - DIALLO Alpha Amadou Sank	Réanimation
30 - BOIRO Mamadou Yéro	Epidémiologie

C) - Au grade de maître de conférence

- CONDE Aboubacar Sidiki	Chirurgie (Kamsar)

Article 2 : Le bénéfice des avantages liés à ces grades est conditionné par l'exercice effectif de l'emploi par les intéressés.

Article 3 : Les cadres des institutions d'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'administration centrale actuellement en service et non classés par le décret D/91/113 du 2 avril 1991 ou par le présent décret et sollicitant leur reclassement déposeront leur dossier au niveau de leurs institutions respectives en vue de leur examen par la Commission d'évaluation conformément à l'article 55 du décret n° 176/PRG/SGG/89 du 27 septembre 1989.

Article 4 : Les Commissions d'évaluation donneront leur avis pour

les grades d'assistant, attaché de recherche, maître-assistant et chargé de recherche avant la transmission à la Commission nationale de promotion et de recrutement du personnel de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Les dossiers des postulants aux grades de maître de conférence, maître de recherche, professeur et directeur de recherche seront transmis à la Commission nationale de promotion et de recrutement pour avis, conformément à l'article 58 du décret n° 176/PRG/SGG/89 du 27 septembre 1989.

Article 5 : Le Ministre de l'éducation nationale, le Ministre de la réforme administrative et de la fonction publique, le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui prend effet pour compter de la date de sa signature.

Article 6 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 23 octobre 1991
Général Lansana CONTE

Décret D/91/232 du 23 octobre 1991 portant transfert de crédit budgétaire.

Le Président de la République,

Sur proposition du Ministre de l'économie et des finances,

Décrète :

Article 1 : Est autorisé le transfert de crédit d'un montant de 10.025.000 FG, à l'intérieur de code 33 des Dépenses communes ;
- de la ligne 31.41 "Mission à l'extérieur, frais de transport"
- de la ligne 22.11 "Frais d'évacuation sanitaire exceptionnelle"

Article 2 : Le crédit objet du présent transfert doit servir à la couverture des frais d'évacuation sanitaire de Monsieur Mousoukôrô Mory CONDE, journaliste à la R.T.G.

Article 3 : Le Ministre de l'économie et des finances est chargé de l'application du présent décret.

Article 4 : Le présent décret, qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Décret D/91/233 du 23 octobre 1991 nommant un Secrétaire général de Commune.

Le Président de la République,

- Vu la Loi Fondamentale promulguée par le décret n° 250/PRG/SGG/90 du 31 décembre 1990 ;
Vu l'ordonnance n° 079/PRG/SGG/86 du 25 mars 1986 portant réorganisation territoriale de la République de Guinée et institution des collectivités décentralisées ;
Vu le décret n° 021/PRG/SGG/86 du 17 avril 1986 portant attributions et organisation du Ministère de l'intérieur et de la décentralisation ;
Vu le décret D/91/075 du 21 février 1991 portant nomination des membres du Gouvernement de la République ;

Décrète :

Article 1 : Monsieur Mamadou Aliou d'El-hadj BAH, administrateur civil en service à la Préfecture de Pita, est nommé Secrétaire général de la Commune de Mandiana, en remplacement de Monsieur WANN Aliou, mis à la disposition du Secrétariat d'Etat à la Décentralisation.

Article 2 : Le présent décret, qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 23 octobre 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/91/234 du 23 octobre 1991 rectifiant le décret D/91/229/ du 15 octobre 1991 prorogeant la mission d'administration de l'Entreprise Nationale d'Electricité de Guinée ENELGUI.

Le Président de la République,

Décrète :

Article 1 : Est rectifié ainsi qu'il suit l'article 2 du décret D/91/229 du 15 octobre 1991.

Au lieu de :

"Article 2 ancien : Le groupement PRICE WATERHOUSE CANADA, INC/HYDRO QUEBEC INTERNATIONAL dispose des plus larges pouvoirs de direction et de gestion, qu'il exerce sous l'autorité du département de tutelle et du Comité international de suivi, CIS."

Lire :

"Article 2 nouveau : Le groupement PRICE WATERHOUSE CANADA, INC/HYDRO QUEBEC INTERNATIONAL dispose des plus larges pouvoirs de direction et de gestion, qu'il exerce sous l'autorité du département de tutelle et du Comité interministériel de suivi, CIS."

Le reste sans changement

Article 2 : Le présent décret, qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 23 octobre 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/91/236 du 29 octobre 1991 nommant le Gouverneur de la ville de Conakry;

Le Président de la République,

- Vu la Loi Fondamentale promulguée par le décret 250/90 du 31 décembre 1990 ;
Vu le décret D/91/075 du 21 février 1991 nommant les membres

Décrète :

Article 1 : Monsieur Charles Pascal TOLNO, professeur, est nommé Gouverneur de la ville de Conakry, en remplacement du Lieutenant-colonel Karfala CAMARA, appelé à d'autres fonctions;

Article 2 : Le présent décret, qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 29 octobre 1991
Général Lansana CONTE

Imprimé en République de Guinée par la S.I.F
Conakry

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE

PARAISSANT LE 10 ET LE 25 DE CHAQUE MOIS A CONAKRY

ABONNEMENTS ET ANNONCES

ABONNEMENTS

	1 an
1 - Guinée	25.000 FG
2 - Par Avion	
- Afrique	50.000 FG
Autres Pays	70.000 FG

Les demandes d'Abonnements et Annonces doivent être adressées au SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT
B.P. 263 - Conakry
(avec la mention Journal Officiel)

Les Annonces devront parvenir au S.G.G. au plus tard le 1 et le 15 de chaque mois

Les abonnements et annonces sont payables d'avance à l'ordre du Secrétaire général du Gouvernement exclusivement par Chèque ou virement bancaire au compte N° 32-30-98/ J.O.

Prix du Numéro : 1.000 FG

PRIX DES ANNONCES ET AVIS

La Ligne 3.000 FG

Chaque annonce répétée: moitié prix

SOMMAIRE

ARRETES

MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

Arrêté A/91/00411 du 19 janvier 1991 portant attribution à titre de recasement d'un terrain urbain à usage d'habitation.	224
Arrêté A/91/00415 du 19 janvier 1991 portant attribution à titre de recasement d'un terrain urbain à usage d'habitation.	224
Arrêté A/91/00417 du 19 janvier 1991 portant attribution à titre de recasement d'un terrain urbain à usage d'habitation.	224
Arrêté A/91/00436 du 21 janvier 1991 portant attribution à titre de recasement d'un terrain urbain à usage d'habitation.	225
Arrêté A/91/00438 du 21 janvier 1991 portant attribution à titre de recasement d'un terrain urbain à usage d'habitation.	225
Arrêté A/91/00441 du 21 janvier 1991 portant attribution à titre de recasement d'un terrain urbain à usage d'habitation.	225
Arrêté A/91/00450 du 21 janvier 1991 portant attribution à titre de recasement d'un terrain urbain à usage d'habitation.	225
Arrêté A/91/00451 du 21 janvier 1991 portant attribution à titre de recasement d'un terrain urbain à usage d'habitation.	226
Arrêté A/91/00475 du 21 janvier 1991 portant attribution à titre de recasement d'un terrain urbain à usage d'habitation.	226
Arrêté A/91/00512 du 22 janvier 1991 portant attribution à titre de recasement d'un terrain urbain à usage d'habitation.	226
Arrêté A/91/00740 du 26 janvier 1991 portant attribution d'un terrain urbain à usage d'habitation.	226
Arrêté A/91/01390/MUH/CAB du 12 février 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.	227
Arrêté A/91/01443/MUH/CAB du 14 février 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.	227
Arrêté A/91/01458/MUH/CAB du 14 février 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.	227
Arrêté A/91/01467/MUH/CAB du 12 mars 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.	227

Arrêté A/91/01771/MUH/CAB du 18 mars 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.	228
Arrêté A/91/01810/MUH/CAB du 19 mars 1991 autorisant le transfert d'un terrain urbain à usage d'habitation.	228
Arrêté A/91/01818/MUH/CAB du 20 mars 1991 autorisant la cession d'un terrain urbain à usage d'habitation.	228
Arrêté A/91/02037/MUH/CAB du 05 avril 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.	228
Arrêté A/91/02168/MUH/CAB du 17 avril 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.	229
Arrêté A/91/02169/MUH/CAB du 17 avril 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.	229
Arrêté A/91/02177/MUH/CAB du 18 avril 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.	229
Arrêté A/91/02178/MUH/CAB du 18 avril 1991 autorisant la cession d'un terrain urbain à usage d'habitation.	229
Arrêté A/91/02179/MUH/CAB du 18 avril 1991 transférant un terrain urbain à usage d'habitation.	230
Arrêté A/91/02186/MUH/CAB du 18 avril 1991 autorisant la cession d'un terrain urbain à usage d'habitation.	230
Arrêté A/91/02187/MUH/CAB du 18 avril 1991 transférant un terrain urbain à usage d'habitation.	230
Arrêté A/91/02192/MUH/CAB du 18 avril 1991 portant concession provisoire d'un terrain sub-urbain à usage de service avec promesse de bail emphytéotique.	230
Arrêté A/91/02193/MUH/CAB du 18 avril 1991 portant reprise d'un terrain urbain à usage d'habitation.	231
Arrêté A/91/02196/MUH/CAB du 18 avril 1991 portant concession provisoire d'un terrain sub-urbain à usage de service avec promesse de bail emphytéotique.	231
Arrêté A/91/02206/MUH/CAB du 18 avril 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.	231
Arrêté A/91/02216/MUH/CAB du 20 avril 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.	231
Arrêté A/91/02221/MUH/CAB du 20 avril 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.	231
Arrêté A/91/02234/MUH/CAB du 20 avril 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.	232
Arrêté A/91/02216/MUH/CAB du 26 avril 1991 autorisant la cession d'un terrain urbain à usage d'habitation.	232
Arrêté A/91/02390/MUH/CAB du 26 avril 1991 transférant un terrain urbain à usage d'habitation.	232

Arrêté A/91/02393/MUH/CAB du 26 avril 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.	232
Arrêté A/91/02410/MUH/CAB du 29 avril 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.	233
Arrêté A/91/02557/MUH/CAB du 09 mai 1991 transférant un terrain urbain à usage d'habitation.	233
Arrêté A/91/02558/MUH/CAB du 09 mai 1991 autorisant la cession d'un terrain urbain à usage d'habitation.	233
Arrêté A/91/02904/MUH/CAB du 29 mai 1991 autorisant la cession d'un terrain urbain à usage d'habitation.	233
Arrêté A/91/02905/MUH/CAB du 29 mai 1991 transférant un terrain urbain à usage d'habitation.	234
Arrêté A/91/02906/MUH/CAB du 29 mai 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.	234
Arrêté A/91/03224/MUH/CAB du 03 juin 1991 transférant un terrain urbain à usage d'habitation.	234
Arrêté A/91/03225/MUH/CAB du 03 juin 1991 transférant un terrain urbain à usage d'habitation.	234
Arrêté A/91/08243/CNRBS du 07 novembre 1991 restituant deux immeubles et un terrain agricole.	235
Arrêté A/91/08244/CNRBS du 1er novembre 1991 restituant des immeubles bâtis.	235

ANNONCE LEGALE

ARRETES

MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

Arrêté A/91/00411 du 19 janvier 1991 portant attribution à titre de recasement d'un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Il est accordé à Madame Hadja Fatoumata CAMARA, ménagère demeurant au quartier Yimbaya, Conakry, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 22 du lot 10 du plan cadastral de Enta-nord (zone de recasement), Conakry 3, d'une contenance de 367 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressée s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1°/ - le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 50.000 Fg ;

2°/ - le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature du présent arrêté ;

3°/ - l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/00415 du 19 janvier 1991 portant attribution à titre de recasement d'un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Il est accordé à Monsieur DRAME Amadou, administrateur civil, demeurant au quartier Dabondy, Conakry 3, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 1 du lot 8 du plan cadastral de Enta-nord (zone de recasement), Conakry 3, d'une contenance de 433 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1°/ - le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 50.000 Fg ;

2°/ - le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature du présent arrêté ;

3°/ - l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/00417 du 19 janvier 1991 portant attribution à titre de recasement d'un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Il est accordé à Madame Kankou KABA, ménagère, demeurant au quartier Madina dispensaire, Conakry 3, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 6 du lot 11 du plan cadastral de Enta-nord (zone de recasement), Conakry 3, d'une contenance de 292,50 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressée s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1°/ - le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 50.000 Fg ;

2°/ - le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature du présent arrêté ;

3°/ - l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain

fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/00436 du 21 janvier 1991 portant attribution à titre de recasement d'un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Il est accordé à Madame Adjì DIALLO, ménagère, demeurant au quartier Simbaya, Conakry 2, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 5 du lot 5 du plan cadastral de Koloma Démoudoula (zone de recasement), Conakry 2, d'une contenance de 345 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressée s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1°/- le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 50.000 Fg ;

2°/- le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature du présent arrêté ;

3°/- l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/00438 du 21 janvier 1991 portant attribution à titre de recasement d'un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Il est accordé à Monsieur Mouctar DIALLO, tailleur, demeurant au quartier Simbaya, Conakry 2, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 8 du lot 5 du plan cadastral de Koloma Démoudoula (zone de recasement), Conakry 2, d'une contenance de 241 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1°/- le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 50.000 Fg ;

2°/- le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature du présent arrêté ;

3°/- l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/00441 du 21 janvier 1991 portant attribution à titre de recasement d'un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Il est accordé à Monsieur Doumé DIALLO, demeurant au quartier Tombo, Conakry 1, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 9 du lot 5 du plan cadastral de Koloma Démoudoula (zone de recasement), Conakry 2, d'une contenance de 280 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1°/- le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 50.000 Fg ;

2°/- le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature du présent arrêté ;

3°/- l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/00450 du 21 janvier 1991 portant attribution à titre de recasement d'un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Il est accordé à Monsieur Yaguiné KOITA, demeurant au quartier Yimbaya, Conakry 3, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 42 du lot 10 du plan cadastral de Enta-nord (zone de recasement), Conakry 3, d'une contenance de 436 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1°/- le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 50.000 Fg ;

2°/- le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature du présent arrêté ;

3°/- l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/00451 du 21 janvier 1991 portant attribution à titre de recasement d'un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Est et demeure rapporté pour cause d'utilité publique (ouverture de la route urbaine 2 X 2 voies Gbéssia - Matoto), l'arrêté n° 1991/MTPMG/76 du 4 mai 1976 portant attribution d'une parcelle de terrain sise à Yimbaya, Conakry 3 d'une superficie de 381 mètres carrés à Monsieur Kabiné KABA.

Article 2 : Il est accordé à Monsieur Kabiné KABA, demeurant au quartier Yimbaya, Conakry 3, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 39 du lot 10 du plan cadastral de Enta-nord Conakry 3, d'une contenance de 315 mètres carrés.

Article 3 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 4 : Le concessionnaire est exempté, à titre exceptionnel, du paiement de la redevance domaniale.

Article 5 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 6 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 7 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/00475 du 21 janvier 1991 portant attribution à titre de recasement d'un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Il est accordé à Monsieur Abou DAMBA, comptable,

demeurant au quartier Yimbaya Conakry 3, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 30 du lot 17 du plan cadastral de Enta-nord (zone de recasement), Conakry 3, d'une contenance de 384 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1°/- le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 50.000 Fg ;

2°/- le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature du présent arrêté ;

3°/- l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/00512 du 22 janvier 1991 portant attribution à titre de recasement d'un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Il est accordé à Monsieur DIALLO Diarouga, tailleur, demeurant au quartier Simbaya-gare, Conakry 2, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 12 du lot 5 du plan cadastral de Enta-nord, Conakry 3, d'une contenance de 275 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1°/- le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 50.000 Fg ;

2°/- le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature du présent arrêté ;

3°/- l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/00740 du 26 janvier 1991 portant attribution d'un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Il est accordé à Monsieur Ansoumane KOUYATE,

pharmacien, demeurant à Kankan, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 5 du lot 17 bis du plan cadastral de Kipé, Conakry II, d'une contenance de 875 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1°/ - le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de soixante quinze mille francs guinéens.

2°/ - le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature du présent arrêté ;

3°/ - l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/01390 /MUH/CAB du 12 février 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Il est accordé au professeur Lamine SIDIME, avocat près les cours et tribunaux, Conakry, l'autorisation d'occuper le terrain formant les parcelles n° 28, 29 et 30 du lot 18 du plan cadastral de Koloma-Démoudoula (extension), Conakry 2, d'une contenance de 947,40 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1°/ - le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 75.000 Fg ;

2°/ - le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature du présent arrêté ;

3°/ - l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/01443 /MUH/CAB du 14 février 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Il est accordé à Madame Yvonne CONDE, à Conakry,

l'autorisation d'occuper le terrain formant les parcelles n° 20 et 21 du lot 30 du plan cadastral de Koloma-démoudoula (extension), Conakry 2, d'une contenance de 637,75 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressée s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1°/ - le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 75.000 Fg ;

2°/ - le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature du présent arrêté ;

3°/ - l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/01458 /MUH/CAB du 14 février 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Il est accordé à Monsieur Aboubacar CISSE, Journaliste en service à la R.T.G, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 7 du lot 36 du plan cadastral de Koloma-démoudoula (extension), Conakry 2, d'une contenance de 418,60 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1°/ - le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 50.000 Fg ;

2°/ - le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature du présent arrêté ;

3°/ - l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/01467 /MUH/CAB du 12 mars 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Il est accordé à Madame SEYE Nakia épouse CONDE,

Juriste en service à la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de Guinée, Conakry, l'autorisation d'occuper le terrain formant les parcelles n° 22 et 23 du lot 35 du plan cadastral de Koloma-démoudoula (extension), Conakry 2, d'une contenance de 933 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressée s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

- 1°/- le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 75.000 Fg ;
- 2°/- le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature du présent arrêté ;
- 3°/- l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/01771 /MUH/CAB du 18 mars 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Il est accordé à Monsieur Kemoko TRAORE, Professeur de Chimie Lycée Kipé, Conakry 2, l'autorisation d'occuper le terrain formant les parcelles n° 6 et 7 du lot 16 du plan cadastral de Enta-nord, Conakry 3, d'une contenance de 978 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

- 1°/- le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 50.000 Fg ;
- 2°/- le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature du présent arrêté ;
- 3°/- l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/01810/MUH/CAB du 19 mars 1991 autorisant le transfert d'un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Est et demeure rapporté l'arrêté n° 329/MTPMG/79 du

27 février 1979 accordant à Monsieur Mamadou Khaly DIALLO, administrateur, demeurant à Conakry, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 10 du lot 30 bis du plan cadastral de Yimbaya-école, Conakry 3, d'une contenance de 1244 mètres carrés.

Article 2 : Il est transféré à Monsieur Abdoul Dialla Kader DIALLO étudiant, demeurant au quartier Cameroun, Conakry 2, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 10 du lot 30 bis du plan cadastral de Yimbaya-école Conakry 3, d'une contenance de 1064 mètres carrés.

Article 3 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 4 : Le concessionnaire paiera à la caisse du Receveur des domaines à Conakry, une redevance fixe d'un montant de 125.000 Fg.

Article 5 : Le délai maximum de mise en valeur définitive du dit terrain est fixé à trois ans.

Article 6 : Le non respect d'une des conditions édictées à l'article 5 ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 7 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/01818 /MUH/CAB du 20 mars 1991 autorisant la cession d'un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Monsieur Mamadou Khaly DIALLO, Administrateur en service à Conakry, est autorisé à céder tous ses droits d'usage sur la parcelle n° 10 du lot 30 bis du plan cadastral Yimbaya-Ecole, Conakry 3 d'une contenance de 1 244 mètres carrés à Monsieur Abdoul Dialla DIALLO.

Article 2 : Monsieur Mamadou Khaly DIALLO versera à la caisse du Receveur des domaines un droit de timbres, au taux en vigueur.

Article 3 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/02937 /MUH/CAB du 5 avril 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Il est accordé à Madame M'Mah SIDIBE, Commerçante, demeurant au Quartier Tombo, Conakry 1, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 16 du lot 2 du plan cadastral de Matoto, Conakry 3, d'une contenance de 875 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressée s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

- 1°/- le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 50.000 Fg ;
- 2°/- le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature du présent arrêté ;

3°/- l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/02168 /MUH/CAB du 17 avril 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Il est accordé à Monsieur Mamadou DIABY, de la société Friguia, service C.F.C.F/ voie Conakry, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 11 bis du lot 41 du plan cadastral de Kaporé, Conakry 2, d'une contenance de 833,75 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1°/- le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 75.000 Fg ;

2°/- le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature du présent arrêté ;

3°/- l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/02169 /MUH/CAB du 17 avril 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Il est accordé à Monsieur Ibrahim Lassidy TOURE, demeurant au Quartier Madina -Lido, Conakry 3, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 5 bis du lot 35 du plan cadastral de Kissosso, Conakry 3, d'une contenance de 700 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1°/- le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 75.000 Fg ;

2°/- le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la

signature du présent arrêté ;

3°/- l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/02177 /MUH/CAB du 18 avril 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Il est accordé à Monsieur Mamadou Diouldé DIALLO demeurant au Quartier Matoto, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 21 du lot 1 du plan cadastral de Wassa-Wassa, d'une contenance de 610,50 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1°/- le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 75.000 Fg ;

2°/- le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature du présent arrêté ;

3°/- l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/02178 MUH/CAB du 18 avril 1991 autorisant la cession d'un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Madame Marie SOUMAH, est autorisée à céder à Monsieur Ousmane BANGOURA, Maçon, demeurant au Quartier Touguiwondi, Conakry 3 tous ses droits d'usage sur le terrain formant la parcelle n° 16 du lot 92 du plan cadastral Conakry 1, d'une contenance de 700 mètres carrés.

Article 2 : Monsieur Marie SOUMAH versera à la caisse du Receveur des domaines un droit de timbre au taux en vigueur.

Article 3 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/02179/MUH/CAB du 18 avril 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Est et demeure rapporté l'arrêté n° 25/A/D du 20 septembre 1956, accordant à Madame Marie SOUMAH, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 16 du lot 92 du plan cadastral de Conakry 1, d'une contenance de 700 mètres carrés.

Article 2 : Il est transféré à Monsieur Ousmane BANGOURA, Maçon, demeurant au Quartier Touguiwondy, Conakry 3 l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 16 du lot 92 du plan cadastral, Conakry 1, d'une contenance de 700 mètre carrés.

Article 3 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 4 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

- 1°/ - le paiement à la caisse du receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 75.000 Fg ;
- 2°/ - le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature du présent arrêté ;
- 3°/ - l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 5 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 6 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 7 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/02186 MUH/CAB du 18 avril 1991 autorisant la cession d'un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Monsieur Youssouf DONZO s/c Dr Fodé DONZO, demeurant au Quartier Matoto, Conakry 3 est autorisé à céder tous ses droits d'usage sur le terrain formant la parcelle située dans le lot 9 du plan cadastral de Ratoma, Konimodou, Conakry 2, d'une contenance de 1040 mètres carrés à Monsieur Abdoulaye KOUROUMA, demeurant au Quartier Ratoma, Conakry 2, moyennant le prix principal de 1.900.000 Fg.

Article 2 : Monsieur Youssouf DONZO versera à la caisse du Receveur des domaines un droit de timbre, au taux en vigueur.

Article 3 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/02187/MUH/CAB du 18 avril 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Est et demeure rapporté l'arrêté n° 159/MAT/85 du 28

décembre 1985 accordant à Monsieur Youssouf DONZO s/c Docteur demeurant au Quartier Matoto, Conakry 3, l'autorisation d'occuper une parcelle de terrain situé dans le lot 9 de Ratoma Konimodou, Conakry 2, d'une contenance de 1040 mètres carrés

Article 2 : Il est transféré à Monsieur Abdoulaye KOUROUMA, Administrateur civil, demeurant au Quartier Ratoma, Conakry 2, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 17 du lot 9 du plan cadastral de Ratoma, Konimodou, Conakry 2, d'une contenance de 924 mètre carrés.

Article 3 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 4 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

- 1°/ - le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 75.000 Fg ;
- 2°/ - le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature du présent arrêté ;
- 3°/ - l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 5 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 6 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 7 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/02192/MUH/CAB du 18 avril 1991 portant concession provisoire d'un terrain urbain à usage de service avec promesse de bail emphytéotique d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Il est accordé à Messieurs Fodé SIDIBE et Abdoul Karim THIAM tous deux demeurant à Conakry, la concession provisoire d'une parcelle de terrain sise dans la zone industrielle de Matoto, Conakry 3, d'une contenance de 1.332 mètres carrés.

Article 2 : Le terrain ainsi concédé est destiné exclusivement à la construction d'un atelier de réparation, tôlerie et peinture automobile.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

- 1°/ - le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 266.000 Fg ;
- 2°/ - le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature du présent arrêté ;
- 3°/ - l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans, après lequel il sera consenti aux concessionnaires par le Ministère de l'urbanisme et de l'habitat un bail emphytéotique dans les conditions définies par le présent arrêté et le cahier des charges et conditions générales y annexées (* Non publié au J.O.)

Article 5 : Les concessionnaires sont tenus de se conformer en permanence aux clauses et conditions générales définies par le cahier des charges annexé au présent arrêté, qu'ils acceptent.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/02193 MUH/CAB du 18 avril 1991 portant reprise d'un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Est demeure annulé l'arrêté n° 3370/SGG/CAB/89 du 8 avril 1989 accordant à Messieurs Fodé SIDIBE et Aboubacar BANGOURA la concession provisoire d'une parcelle de terrain sise dans la zone industrielle de Matoto, Conakry 3, d'une contenance de 1332 mètres carrés.

Article 2 : Le terrain fait ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 3 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/02196 MUH/CAB du 18 avril 1991 portant concession provisoire d'un terrain urbain à usage de service avec promesse de bail emphytéotique d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Il est accordé à l'Eglise Evangelique des Assemblées de Dieu, BP. 1491, Conakry, la concession provisoire d'une parcelle de terrain sise à Lambandji, Conakry 2, d'une contenance de 4.500 mètres carrés.

Article 2 : Le terrain ainsi concédé est destiné exclusivement à l'implantation d'un dispensaire, un temple et trois logements.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

- 1° - le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 549.990 Fg ;
- 2° - le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature du présent arrêté ;
- 3° - l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans, après lequel il sera consenti au concessionnaire par le Ministère de l'urbanisme et de l'habitat un bail emphytéotique dans les conditions définies par le présent arrêté et le cahier des charges et conditions générales y annexées (* Non publié au J.O.)

Article 5 : Le concessionnaire est tenu de se conformer en permanence aux clauses et conditions générales définies par le cahier des charges annexé au présent arrêté, qu'ils acceptent.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/02206/MUH/CAB du 18 avril 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Il est accordé à Madame Fatoumata Binta CAMARA, administrateur civil, demeurant au quartier Ratoma centre, Conakry 2 l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 13 du plan cadastral de Ratoma centre d'une contenance de 112 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits repris de l'Etat guinéen et l'intéressée s'engage spécialement à

n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

- 1° - le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 125.000 Fg ;
- 2° - le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature du présent arrêté ;
- 3° - l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/02216/MUH/CAB du 20 avril 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Il est accordé à Mesdemoiselles Mariam KADRA et Karina KADRA, demeurant au quartier Manquepas, Conakry 1, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 15 bis du lot 41 morcellement du titre foncier n° 835 du plan cadastral de Conakry 1 d'une contenance de 165 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits repris de l'Etat guinéen et les intéressées s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

- 1° - le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 50.000 Fg ;
- 2° - le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature du présent arrêté ;
- 3° - l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/02221/MUH/CAB du 20 avril 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Il est accordé à Monsieur Aly Hassan ISMAEL, Artiste peintre, demeurant au quartier Kouléwondy, BP 611, Conakry, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 16 ter du

lot 35 bis du plan cadastral de Rogbané, Conakry 2, d'une contenance de 424 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits reprise de l'Etat guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1°/ - le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 50.000 Fg ;

2°/ - le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature du présent arrêté ;

3°/ - l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/02234/MUH/CAB du 20 avril 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Il est accordé à Monsieur Tidiane KOITA, Attaché de chancellerie à l'Ambassade de Guinée au Maroc, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 12 du lot 16 cadastral de Enta-sud, Conakry 3, d'une contenance de 360 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits reprise de l'Etat guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1°/ - le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 50.000 Fg ;

2°/ - le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature du présent arrêté ;

3°/ - l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/02389/MUH/CAB du 26 avril 1991 autorisant la cession d'un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Monsieur El-Hadj Mamady CHERIF, demeurant au du

Quartier Madina Ecole Conakry 3 est autorisé à céder tous ses droits d'usage sur la parcelle n° 5 bis du lot 12 du plan cadastral de Madina, Conakry 3, d'une contenance de 428 mètres carrés à Monsieur Mamoudou CHERIF, Commerçant, demeurant au Quartier Madina Mosquée, Conakry 3,

Article 2 : Monsieur El-Hadj Mamady CHERIF versera à la caisse du Receveur des domaines un droit de timbre au taux en vigueur.

Article 3 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/02390/MUH/CAB du 26 avril 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Est demeure rapporté l'arrêté n° 1796/MDE/DO/ du 31 décembre 1966 accordant à Monsieur El-Hadj Mamady CHERIF, Commerçant, demeurant au Quartier Madina-Ecole, Conakry 3, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 5 du lot 12 du plan cadastral de Madina, Conakry 3, d'une contenance de 1225 mètres carrés.

Article 2 : Il est transféré à Monsieur Mamoudou CHERIF, Commerçant demeurant au Quartier Madina-Mosquée, Conakry 3, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 5 du lot 12 du plan cadastral de Madina, Conakry 3, d'une contenance de 428 mètres carrés.

Article 3 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits reprise de l'Etat guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 4 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1°/ - le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 50.000 Fg ;

2°/ - le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature présent arrêté ;

3°/ - l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 5 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 6 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 7 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/02393/MUH/CAB du 26 avril 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Il est accordé à Madame Makhissa BANGOURA, Ménagère, demeurant au Quartier Sandervalia, Conakry 1, d'occuper le terrain formant la parcelle n° 4 bis du lot 9 du plan cadastral de Nongo 1, Conakry 2, d'une contenance de 646 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des 27 février 1979 accordant à Monsieur Mamadou Khaly DIALLO, droits de reprise de l'Etat guinéen et les intéressés s'engagent

spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

- 1°/ - le paiement à la caisse du receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 50.000 Fg ;
- 2°/ - le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature présent arrêté ;
- 3°/ - l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/02393/ MUH/CAB du 26 avril 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Il est accordé à Monsieur Abdoulaye BAH, demeurant au Quartier Taouyah-Minière, Conakry 2, d'occuper le terrain formant la parcelle n° 9 bis du lot 20 du plan cadastral de Taouyah-Minière, Conakry 2, d'une contenance de 450 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

- 1°/ - le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 50.000 Fg ;
- 2°/ - le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature présent arrêté ;
- 3°/ - l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/02557/ MUH/CAB du 9 mai 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Est demeure rapporté l'arrêté n° 1087/MTPMG du 4 mars 1981, accordant à Monsieur Mohamed DOUMBOUYA, demeurant au Quartier Kenien-Rail, Conakry 3, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 16 du lot 2 du plan cadastral de

Gbëssia-Nord, Conakry 3, d'une contenance de 495 mètres carrés.

Article 2 : Il est transféré à Monsieur Abdoulaye DANSOKO, emeurant au Quartier Dixinn-Port, Conakry 2, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 16 du lot 2 du plan cadastral de Gbëssia-Nord, Conakry 3, d'une contenance de 495 mètres carrés.

Article 3 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 4 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

- 1°/ - le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 50.000 Fg ;
- 2°/ - le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature présent arrêté ;
- 3°/ - l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 5 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 6 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 7 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/02558/ MUH/CAB du 9 mai 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Monsieur Mohamed DOUMBOUYA, demeurant au Quartier Hafia, Conakry 2, est autorisé à céder tous ses droits d'usage sur le terrain formant la parcelle n° 16 du lot 2 du plan cadastral de Gbëssia-Nord, Conakry 3, d'une contenance de 495 mètres carrés à Monsieur Abdoulaye DANSOKHO, demeurant au Quartier Dixinn-Port, Conakry 2, moyennant le prix principal de 2.000.000 Fg.

Article 2 : Monsieur Mohamed DOUMBOUYA, versera à la caisse du Receveur des domaines un droit de timbre au taux en vigueur.

Article 3 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/02904/ MUH/CAB du 29 mai 1991 autorisant la cession d'un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Monsieur Sidney SACKO S/C de Monsieur Mohamed SACKO, demeurant à Conakry, est autorisé à céder tous ses droits d'usage sur le terrain formant la parcelle n° 9 du lot 10 du plan cadastral de Nongo 1, Commune de Ratoma, au profit de Monsieur Alsény BARRY, Commerçant, demeurant au Quartier Kipé, Commune de Ratoma, Conakry, d'une contenance de 756 mètres carrés moyennant le prix principal de 1.500.000 Fg.

Article 2 : Monsieur Sidney SACKO, versera à la caisse du Receveur des domaines un droit de timbre au taux en vigueur.

Article 3 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/02905/ MUH/CAB du 29 mai 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Est demeure rapporté l'arrêté n° 3566/MHUD/84 du 5 août 1984, accordant à Monsieur Sidney SACKO S/C Mohamed SACKO, demeurant Conakry, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 9 du lot 10 du plan cadastral de Nongo 1, Commune de Ratoma, Conakry, d'une contenance de 756 mètres carrés.

Article 2 : Il est transféré à monsieur Alsény BARRY, Commerçant, demeurant au Quartier Kipé Commune de Ratoma, Conakry, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 8 du lot 10 du plan cadastral de Nongo 1 Conakry, Commune de Ratoma, d'une contenance de 756 mètres carrés.

Article 3 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 4 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1°/- le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 50.000 Fg ;

2°/- le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature présent arrêté ;

3°/- l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 5 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 6 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 7 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/02906/ MUH/CAB du 29 mai 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Il est accordé à Monsieur Thierno Sidy BARRY, Commerçant demeurant à Conakry, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 5 du lot 22 du plan cadastral de Matam, Commune de Matam, Conakry, d'une contenance de 357 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1°/- le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 50.000 Fg ;

2°/- le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature présent arrêté ;

3°/- l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/03224/ MUH/CAB du 29 mai 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Sont demeurent annulés les droits d'usage des héritiers de Feu Antoine DACOSTA, exercés sur le terrain formant la parcelle n° 2/L du lot 116 du plan cadastral Conakry 1, d'une contenance de 600 mètres carrés.

Article 2 : Il est transféré à Madame Henriette DACOSTA, demeurant à Conakry, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 2/L du lot 116 du plan cadastral de Conakry 1, d'une contenance de 600 mètres carrés.

Article 3 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et les intéressés s'engagent spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 4 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1°/- le paiement à la caisse du receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 50.000 Fg ;

2°/- le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature présent arrêté ;

3°/- l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, francs et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/03225/ MUH/CAB du 29 mai 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Sur proposition du Directeur national de l'aménagement foncier,

Arrête :

Article 1 : Est et demeure rapporté l'arrêté n° 58/50/MTP/DO/ du 22 mars 1958, accordant aux Héritiers de Feu Antoine DACOSTA, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 11 du lot 89 du plan cadastral Conakry 1, d'une contenance de 600 mètres carrés.

Article 2 : Il est transféré à Madame Marie DACOSTA, Infirmière d'Etat en retraite demeurant au Quartier Kouléwondy, Commune

de Kaloum Conakry, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 11 du lot 89 du plan cadastral de Conakry 1, d'une contenance de 600 mètres carrés.

Article 3 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 4 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

- 1°/ - le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 50.000 Fg ;
- 2°/ - le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature présent arrêté ;
- 3°/ - l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 5 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 6 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 7 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Arrêté A/91/08243/CNRES du 7 novembre 1991 restituant deux immeubles et un terrain agricole.

Le Président de la Commission Nationale de Redressement des Biens Saisis,

Arrête :

Article 1 : Sont et demeurent restitués aux Héritiers de feu Général Noumandian KEITA, légitime propriétaire, des biens ci-après désignés, saisis pour motifs politiques, par le Gouvernement de la Première République ; ce sont :

- une villa à deux appartements sis à Belle-Vue, Commune de Ratoma ;
- une villa sis à Coléah, Commune de Matam.

Article 2 : Sont également concernés le terrain agricole et la porcherie sis à Nongo (Tady), sous réserve du remboursement préalable, à dire d'expert, de Fg 2.801.556, valeur de la clôture faite par Mme Rosine MARTIN.

Article 3 : Le recasement des héritiers KEITA par le Ministère de l'urbanisme et des l'habitat sur un terrain de 1.500 mètres carrés pour leur déguerpissement, sur le terrain sis dans le domaine public maritime de Bonfi.

Article 4 : Les Maires des Communes de Matam et Ratoma sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter de sa date de signature.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Arrêté A/91/08244/CNRES du 1er novembre 1991 restituant des Immeubles bâtis sis sur la parcelle n° 3 de l'aménagement de taouyah d'une contenance de 10.003 mètre carrés<;

Le Président de la Commission Nationale de Redressement des Biens Saisis,

Arrête :

Article 1 : Sont et demeurent restitués aux Héritiers de feu MAGASSOUBA Moriba les immeubles bâtis sur la parcelle n° 3 de l'Aénagement de Taouyah, à savoir :

- une villa et les deux annexes.

Article 2 : Le recasement de madame Esther KOUROUMA, née Hadja Jeanne KEITA, sur un terrain de 10.000 mètres carrés par le Ministère de l'urbanisme et de l'habitat.

Article 3 : Les Maires de la Communes de Dixinn est chargés, de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter de sa date de signature.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié et communiqué partout où besoin sera.

ANNONCE LEGALE

La Société Hotelière de Guinée Limited SHG, Société anonyme de droit de l'île de GUERNSEY constituée par les actionnaires suivants :

- 1 - SODEHOTEL, Société de droit belge représentée par Monsieur EMIEL VINK, Administrateur-délégué ;
- 2 - ECOFIN SA., Société de droit belge, représentée par Monsieur GUY VOTRON, Administrateur-délégué ;
- 3 - HALCO (MINING) Inc, Société de droit américain représentée par Monsieur JOHN GILBEY, Administrateur-délégué ;
- 4 - UNIBRA SA., Société de droit belge, représentée par Monsieur MICHEL GILLARD ;

avec un capital initial de 600.000 francs belges et immatriculée au greffe de l'île de GUERNSEY, lieu de son siège social, le 12 février 1991 sous le n° 23659, annonce par la présence qu'elle est habilitée à opérer en République de Guinée-Conakry en vertu de la Convention d'établissement relative à la réhabilitation et à l'exploitation de l'hôtel Camayenne signée avec la République de Guinée le 12 novembre 1990 et ratifiée et promulguée par l'ordonnance O/91/035 du 03 août 1991.

La gestion est confiée à Sodehotel.

Deux exemplaires des statuts de ladites société sont déposés au greffe du Tribunal de 1ère instance de Conakry, suivant l'acte de dépôt n° 220 du 18/11/91 et enregistré au Registre du commerce et des sociétés sous le n° 91 A 787 du registre chronologique du 18/11/91 et n° 142 du registre analytique du 18/11/91.

Conakry, le 18/11/91

Pour la S H G
Mr EMIEL VINCK
Administrateur Délégué

Imprimé en République de Guinée par la S.I.P
Conakry